



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Édito

### Victoire trumpiste, défaite populaire

La victoire de Trump est une défaite importante pour le peuple américain et les peuples du monde.

Les menaces du candidat Trump vont se traduire en mesures immédiates s'appuyant sur l'arsenal des moyens répressifs de l'appareil fédéral américain et sur des majorités au Sénat, à la Chambre des Représentants et à la Cour suprême.

Sur le plan intérieur cette présidence appliquera méthodiquement ses projets de harcèlement de millions d'immigrés-es, la réduction du corps électoral, la limitation du droit à l'avortement et des droits des LGBT, la casse du droit syndical, la suppression de l'action affirmative, le sabotages des protections sociales et environnementales, la chasse aux opposants.

Sur le plan de la politique étrangère, le peuple ukrainien en lutte contre l'invasion russe, doit s'attendre à une main tendue de Trump à Poutine, avec la négation de leurs droits nationaux et le sacrifice de nombreux territoires ukrainiens. Le peuple palestinien verra les forces israéliennes les plus agressives encouragées. Les peuples du monde en lutte pour les libertés démocratiques assisteront aux réjouissances des tyrans tels que Poutine, Netanyahu, Xi Jin Ping ... sans oublier l'influence d'Elon Musk, champion des « fake news » et du complotisme.

Après ce recul sévère imposé aux forces progressistes, il reste à Trump de confirmer son programme et consolider son régime autoritaire. Or, les forces sociales, les organisations démocratiques, syndicales, environnementales demeurent intactes. Il leur faut se préparer à une longue résistance, à relancer un front large en défense des libertés démocratiques porteur d'espoir d'émancipation pour les travailleuses et travailleurs, les femmes, les minorités, et favorisant une bifurcation écologique urgente et radicale.

## Quels enjeux pour l'AG d'ENSEMBLE !

ENSEMBLE ! tiendra son assemblée générale les 9, 10 et 11 novembre prochains. Cet événement, qui a lieu tous les deux ans, intervient dans un contexte nouveau, marqué par les conséquences de la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin, le sursaut qu'elle a provoqué dans le « peuple de gauche » et qui a conduit à la création du Nouveau Front Populaire (NFP). Mais un contexte qui reste aussi marqué par la persistance de la menace néo-fasciste que représente un RN qui campe désormais aux portes du pouvoir. C'est dans cette situation complexe et instable que notre mouvement débattre de ses orientations : comment, dans cette situation nouvelle peser sur le cours de la société, combattre la droite et l'extrême droite et construire une alternative politique majoritaire ?

Pleinement partie prenante du NFP, **ENSEMBLE !** entend contribuer à la réussite de ce rassemblement. Le NFP ne se réduit pas à ses député-es ni à sa place dans les institutions. Des forces diverses (syndicales, associatives, féministes, citoyennes) s'y sont investies. Comment le renforcer et l'élargir pour en faire un large front politique et social, développer des assemblées citoyennes ouvertes où se débattent les initiatives et mesures politiques à prendre et où toutes et tous puissent trouver leur place ? C'est à travers



de cette démocratie active qu'on pourra combattre les tendances régressives dans la société – comme la « demande » d'autorité - et la propagation des idées d'extrême droite.

C'est bien un nouvel imaginaire, une perspective d'avenir désirable qu'il s'agit de construire à gauche. On ne peut se contenter de tout miser sur un lendemain électoral qui chante. Les ferments pour un tel projet de société sont en partie déjà là : le débat « prendre l'argent là où il est », la remise en cause des inégalités inhérentes au capitalisme progressent. La conscience croissante des urgences écologiques, les mobilisations féministes, les initiatives de solidarité contre les discriminations, la misère, le racisme montrent une société plus ouverte qu'on ne le pense à la justice sociale, à la tolérance et aux droits. **ENSEMBLE !** veut ouvrir ce chantier lors de son assemblée générale et il entend le faire avec celles et ceux qui partagent cette préoccupation. C'est le sens de la proposition qu'il met en débat de construire au sein du Nouveau Front Populaire un pôle fédératif de gauche alternative, sociale et écologique

## Israël défie l'ONU et interdit l'UNRWA

Le 28 octobre, le Parlement israélien a adopté deux lois pour interdire définitivement à l'agence onusienne UNRWA d'apporter l'aide humanitaire et les services dont les réfugiés-palestiniens ont besoin. Depuis sa création en 1949, cette agence est visée par Israël qui, dans sa logique de négation de l'existence du peuple palestinien, veut la démanteler.

Dans sa guerre coloniale, Israël accuse l'UNRWA de complicité avec le terrorisme sans fournir aucune preuve, et ses bombardements ne l'épargnent pas (190 des 350 écoles, centres de santé, de distribution à Gaza ont été visés, 233 des personnels tués).

Ces lois sont une grave atteinte au statut des réfugiés. A quand la négation de la résolution 194 du Droit à leur retour, votée fin 1948 qu'Israël a reconnu pour pouvoir adhérer à l'ONU ?

## Macron brade les droits du peuple sahraoui pour quelques milliards de dirhams et quelques expulsions !



Macron vient de faire une visite d'État Maroc (28-30 octobre). Cette visite concrétise un changement d'orientation de la politique française au Maghreb. Au cours de son premier mandat, Macron avait tenté un rapprochement avec l'Algérie, notamment sur le plan mémoriel, ce qui avait entraîné des frictions avec le Maroc. Cela a bien changé sous l'influence à la fois d'une extrême droite anti-algérienne et de certains milieux patronaux soucieux de développer leurs affaires avec le très libéral régime marocain.

Ce revirement politique, préparé de longue date, avait connu une première concrétisation avec une lettre de Macron à Mohammed VI le 30 juillet 2024 : « La France considère que le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine », ce qui avait provoqué la colère de l'Algérie (rappel de l'ambassadeur à Paris). Ce soutien au « plan d'autonomie » marocain, plan qui avait été déjà évoqué par la diplomatie française, a été très nettement confirmé par Macron dans son discours devant le parlement marocain. Cette position est une négation des droits du peuple sahraoui et est contraire au droit international, son intérêt juridique est donc limité.

Macron espère en tirer bénéfice dans deux domaines : faciliter les expulsions des ressortissants marocains qui ont reçu une OQTF et faire bénéficier des entreprises françaises de 10 milliards d'Euros de contrats. Ces contrats concerneraient aussi bien des projets au Maroc (achat d'hélicoptères pour Airbus et de TGV pour Alstom) que des projets au Sahara occidental, territoire qui est considéré comme « non autonome » par l'ONU, ce qui implique des droits spécifiques pour sa population, ainsi que l'a rappelé la Cour de justice de l'UE ; la CJUE a confirmé le 4 octobre 2024 la suspension d'accords commerciaux négociés entre l'UE et la Maroc. Certains projets macroniens risquent donc de n'avoir pas plus de réalité qu'un mirage au Sahara

Macron espère en tirer bénéfice dans deux domaines : faciliter les expulsions des ressortissants marocains qui ont reçu une OQTF et faire bénéficier des entreprises françaises de 10 milliards d'Euros de contrats. Ces contrats concerneraient aussi bien des projets au Maroc (achat d'hélicoptères pour Airbus et de TGV pour Alstom) que des projets au Sahara occidental, territoire qui est considéré comme « non autonome » par l'ONU, ce qui implique des droits spécifiques pour sa population, ainsi que l'a rappelé la Cour de justice de l'UE ; la CJUE a confirmé le 4 octobre 2024 la suspension d'accords commerciaux négociés entre l'UE et la Maroc. Certains projets macroniens risquent donc de n'avoir pas plus de réalité qu'un mirage au Sahara

## Sanofi cède Opella pour 16 milliards d'euros !

Dernier coup de poker menteur de Sanofi ! avec la complicité de l'Elysée et de Matignon, alors que le gouvernement à grands renforts de publicité Elyséennes s'est engagé à réindustrialiser la France, en particulier pour la fabrication de médicaments.

Sanofi confirme la cession de 50% de sa filiale de santé grand public Opella, qui commercialise 115 médicaments dont le Doliprane, aux fonds d'investissement américain Clayton, Dubilier & Rice (CD&R) pour 16 milliards d'€.

La Banque Publique d'Investissement (Bpi France) devrait prendre une participation minoritaire d'environ 2% dans Opella. pour 100 à 150 millions d'€. Elle obtiendrait un siège au conseil d'administration d'Opella.

Ce sont des centaines de salarié-es qui sont inquiet-es pour leur avenir sur les sites de production de Lisieux et de Compiègne et au siège de Neuilly sur Seine. Quelle garantie de pérennité de l'activité ? Car, comme toujours, les salarié-es n'ont pas droit au chapitre en ce qui concerne leur vie, leur métier, leur avenir. Tout comme nous citoyen-nes n'avons aucun pouvoir sur les décisions que prennent les dirigeants des grands groupes.

Alors que les ruptures de stocks de médicaments ne faiblissent pas comme le confirme [cet article de l'Agence Nationale de sécurité du médicament](#).

Alors qu'en dix ans Sanofi a touché 1,2 milliard d'€ de Crédit Impôt Recherche.

Alors que pendant la même période, les dirigeants de l'entreprise ont mis en œuvre une coupe drastique dans les effectifs qui ont été divisés par deux.

Alors que les dividendes versés aux actionnaires de Sanofi ont encore augmenté de 9% en 2023 !

Alors que Sanofi est passé à côté du vaccin Covid à cause de sa

stratégie de financiarisation effrénée qui vide son potentiel scientifique.

Alors que maintenant Sanofi supprime 380 postes en recherche et développement, dont 288 sur le site de Vitry, abandonnant ainsi les recherches en oncologie.

Alors que Sanofi vend son activité de distribution aux officines à DHL !

Sanofi, dont le PDG Paul Hudson gagne plus de 9 millions d'€, brade ses produits, démantèle des équipes de recherche compétentes, casse les savoir-faire industriels et de distribution en cédant et fermant des sites. Sanofi malmène encore et encore des femmes et des hommes qui par leur travail font la richesse de l'entreprise.

### Ça suffit !

Les salarié-es de Sanofi se sont mis en grève pour faire entendre leur refus de ce nouveau mauvais coup. Et nous citoyen-nes, devons-nous attendre que les pénuries de médicaments fassent un bon paquet de morts, que les prix des médicaments explosent, que la Sécurité Sociale soit mise à genoux par Sanofi et les autres Big Pharma. Devons-nous attendre d'être comme les états-unis ruinés pour se soigner ou ne pas pouvoir se soigner ?



### C'est notre affaire à tous.

Notre santé est en danger. Il y a urgence à mettre en œuvre des forces multiples – salarié-es, organisations syndicales, forces politiques, associations de malades et les citoyen-nes - pour nous réapproprier nos capacités scientifiques et industrielles et qu'elles soient au service de ce bien commun que doivent être les médicaments.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

